De l'économie du développement à l'économie de la transition : une lecture de l'économie algérienne

Lyazid Kichou et Christian Palloix

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ei/181>

DOI : 10.4000/ei.181

ISSN : 2553-1891

Éditeur

Association Économie et Institutions

Édition imprimée

Date de publication : 15 octobre 2010

Pagination : 59-91

ISSN : 1775-2329

Référence électronique

Lyazid Kichou et Christian Palloix, « De l'économie du développement à l'économie de la transition : une lecture de l'économie algérienne », *Économie et institutions* [En ligne], 15 | 2010, mis en ligne le 31 janvier 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ei/181> ; DOI : 10.4000/ei.181

De l'économie du développement à l'économie de la transition : une lecture de l'économie algérienne

Lyazid Kichou et Christian Palloix

Introduction

La première partie de cet article fait le bilan de deux courants opposés de l'économie du développement, avec d'un côté l'économie structuraliste (industrialiste) du développement des années 1960-85 et de l'autre une économie du développement éclectique tournée vers la transition à l'économie de marché, empruntant ici et là aux modèles de croissance endogène et à l'économie néo-institutionnaliste (D.C. North 1990, 1997, 2005 ; O.E. Williamson 1985, 1996). Ceci conduit à deux hypothèses. La première hypothèse soutient que la théorie structuraliste du développement donne comme priorité **l'accumulation**, c'est-à-dire le processus de formation des actifs¹⁶, alors que la théorie standard de la transition part, et c'est là notre seconde hypothèse, d'une base d'actifs déjà plus ou moins constituée et que la préoccupation alors est celle de leur **valorisation** en économie de marché en recourant à l'efficacité implicite de la propriété privée. Dès lors, il nous semble que l'économie du développement s'était positionnée sur la question des **organisations** (systèmes d'actifs, entreprises publiques, ...) tandis que l'économie de la transition s'était positionnée sur celle des **institutions** (droit de propriété, règles du jeu, ...). Cet inventaire conduira à rechercher une recombinaison de l'économie du développement, sans pour autant abandonner les fondamentaux du structuralisme (industrialiste) en dépit de ses limites, en direction du vieil institutionnalisme américain de T. Veblen et J.R. Commons

L'économie de l'Algérie sur la période 1963-2006 est l'illustration¹⁷, un peu trop parfaite parfois, de cette dualité

¹⁶ Le terme d'Actif est pris ici en tant que concept théorique tel qu'il est mobilisé par le vieil institutionnalisme, concept qui n'est pas sans proximité avec celui de 'Capital' de Marx.

¹⁷ L'Algérie des années 1960 à nos jours a été le creuset de nombre d'apports quant à la théorie du développement, - et par l'originalité première de son processus de développement économique qui tranche alors sur les autres économies africaines ou d'Amérique Latine, quels que soient ensuite les avatars et les réorientations de la conduite de ce processus,

historique d'une économie en développement courant du structuralisme (industrialiste) à une économie en transition, ce qui est décliné dans la deuxième partie. Une lecture critique à l'aune de la première partie souligne que tant l'ancrage structuraliste que celui de la transition renvoient à leurs propres limites, ce qui en appelle à un dépassement recherché au croisement de l'économie structuraliste (industrialiste) et du vieil institutionnalisme américain.

1. Des ancrages théoriques différents quant aux analyses du développement et de la transition

L'inventaire critique des ancrages théoriques de l'économie du développement et de l'économie de la transition conduira à interpellier l'évolution de l'économie algérienne à l'aune de ces deux dispositifs analytiques et à en appeler à un dispositif qui ouvre de nouvelles voies d'analyse.

1.1. Ancrages théoriques de l'économie du développement

Tableau 1 : Typologie des théories du développement des années 1960-80

Réciprocité des avantages	Monoéconomisme		
		Affirmé	Nié
	Affirmée	Economie standard (néo-classique)	Economie du développement (à la Hirschman)
	Niée	Marx ?	Théories néomarxistes

Certes est retenue une approche du développement ancrée dans le refus du monoéconomisme – soit la colonne de droite du tableau ci-dessus (Marx inclus de notre point de vue) –, mais il convient d'éclairer cette typologie *datée* de la distinction traditionnelle de l'analyse du développement opérée par F.PERROUX (1961) entre *croissance* et *développement*, ce dernier concept faisant appel à un changement de structures. L'économie du développement de F.PERROUX¹⁸ à A.O.HIRSCHMAN et l'économie néo-marxiste du développement sont fortement arrimées à des socles communs : la

-
- et par l'engagement de terrain (à commencer par P.Bourdieu [1963]) de très nombreux chercheurs venus de métropole ou d'ailleurs,
 - ainsi que par la réflexion propre et critique des économistes algériens.

¹⁸ F.PERROUX (1961) relevait déjà l'importance des institutions dans le développement, que ce soit le 'marché': "*personne ne doute que le marché concret, historique, ne soit une institution*" (p.239) ou la 'firme' « *institution cardinale du capitalisme* ».

théorie classique de la croissance (des modèles keynésiens aux modèles multisectoriels) et l'analyse structuraliste (et industrialiste). Notre propos est de fournir un état des lieux de l'économie structuraliste du développement, ancrée dans le refus du monoéconomisme, mais qui ne saurait couvrir tous les courants néo-marxistes et autres (hirschmaniens ou pas) de l'économie du développement¹⁹.

De nouvelles approches depuis ont pris le pas sur l'économie structuraliste du développement et autres courants marxistes du développement, avec notamment une réactivation de l'économie standard couplée à de nouveaux supports allant de la théorie de la croissance endogène à une économie spécifique des institutions (D.C.NORTH, 1997, 2005), au moment où les pratiques de développement sous contraintes des institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, ...) inscrivaient les pays des tiers-mondes dans l'ajustement structurel, les micro-projets, Les derniers travaux de D.C.North (2005) avancent l'idée que la problématique du changement institutionnel pourrait être utilement utilisée pour comprendre et analyser le développement.

Aujourd'hui, en partant des apports (et de leurs critiques) de l'économie structuraliste (et industrialiste) du développement des années 1960-80, et aussi de certaines bonnes questions²⁰ posées par l'analyse néo-institutionnaliste du changement institutionnel et celle de la transition en dépit des limites théoriques de ces deux derniers dispositifs, la voie est peut-être ouverte pour une recomposition de l'économie du développement en direction du vieil institutionnalisme.

1.1.1. Fondements et bilan de l'économie structuraliste (et industrialiste) du développement

a) Un peu d'histoire 'franco-française' quant à l'approche structuraliste et industrialiste de l'économie du développement des années 1960-80

L'économie du développement déployée sur le Maghreb et l'Afrique Subsaharienne lors de la période 1960-1980 est caractérisée par des composantes structuraliste et industrialiste. La pensée économique est dès le début des années 1960 marquée

¹⁹ Cf. notamment

- Le courant marxiste tiers-mondiste, avec notamment André Gunder Frank [1967] et Samir Amin [1970],
- Le courant latino-américain de la théorie de la dépendance avec notamment Celso Furtado [1970].

²⁰ Parmi ces bonnes questions, citons celles des droits de propriété, des régularités de comportements des acteurs, des processus cognitifs, etc...

par une conception structuraliste²¹ forte qui se décline sur le champ plus spécifique de l'industrie dans ce que l'on a appelé l'Ecole Française d'Economie Industrielle (R.ARENA, 1999) avec ses retombées en économie du développement. En économie industrielle, les concepts de branche, de secteur, de filière, de système productif, hérités d'un structuralisme althussérien plus ou moins avoué ou inavouable, apparaissent

- et comme les déterminants en dernière instance d'une activité industrielle mésoéconomique ou macroéconomique qui se décline comme production de surplus industriel, comme valorisation de capital ou d'actifs, comme reproduction de capital (ou reproduction d'actifs matériels par des biens matériels), et du salariat (ou reproduction d'actifs humains par des biens salaires),
- et comme les éléments environnementaux de la stratégie d'acteurs (les firmes ou entreprises, les dirigeants, les salariés, l'Etat).

L'**apport majeur** est celui du couplage des divers types de découpage structurels avec la théorie de la valeur et des prix, car un des enjeux du découpage est de cibler les transferts de surplus d'une branche à l'autre, d'un stade de la filière à l'autre, d'un secteur (ou section) à l'autre, d'un pays à l'autre, le système productif étant le lieu d'un vaste mouvement de **redistributions** des richesses produites au profit de certains capitaux et au détriment d'autres, et par élargissement d'un système productif à l'autre. Les applications aux questions du développement²² en dérivait tout naturellement. Dans la pratique, le structuralisme (industrialiste) s'inscrit dans une double commande des Etats, tant au Sud qu'au Nord de la Méditerranée :

- par les Etats francophones du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne lors de la tentative de construction d'une indépendance économique après la vague des indépendances politiques des années 1960,
- par l'Etat français, confronté alors à un problème de souveraineté économique sur ses structures industrielles dans le contexte de la mondialisation en cours car cela mettait en jeu sa position hégémonique relative.

La commande des Etats francophones du Maghreb et de l'Afrique subsaharienne²³ a **un enjeu principal** : la conduite d'un processus d'industrialisation, impliquant une stratégie, des choix de projets dans un dispositif productif en termes de structures

²¹ Héritée des apports de F.Saussure, C.Lévi-strauss, J.Piaget, ...

²² Citons par exemple les industries industrialisantes (DE BERNIS, 1966)

²³ qui abandonneront très rapidement cet objectif sous contrainte d'une société politique militaire restreinte, qui se fonde et sur la violence et sur des réseaux de faveur, pour contrôler la société civile, ce qui sera moins facile au Maghreb.

(branche, secteur, filière, ..). Ainsi l'émergence du système productif algérien est tissée à partir de grandes branches ou secteurs, avec des filières stratégiques, les actifs de chaque grande branche ou secteur étant regroupés au sein d'une seule société nationale (S.N.S., S.N.METAL, SONELEC, SONATRACH, ...).

b) *Les fondements (politique de substitution aux importations, mise en place de structures industrielles, croissance et accumulation, formation des actifs, formation des compétences, conflits)*

On relève dès lors *deux apports majeurs* de l'analyse structuraliste et industrialiste du développement dans son application aux économies en développement :

- la nécessité de l'émergence et de la consolidation de structures productives nationales avec un découpage en structures, l'enracinement dans un processus d'accumulation du capital et de formation des actifs,
- et la nécessité de la formation d'un marché intérieur, dans le cadre d'une politique économique spécifique héritée de l'histoire du développement en Amérique Latine dans les années 1930, *la politique de substitution aux importations*.

D'autres apports, en relation avec ces deux apports majeurs, sont tout aussi importants :

- une économie du développement fondée sur *la mise au travail des populations* et sur l'émergence du salariat sous l'aspect d'une *salarisation restreinte* (PALLOIX 1980a) en relation avec l'usine-providence et un certain espace pris aussi par l'Etat-Providence ;
- la permanence des conflits, conflits de répartition salaires/profits, conflits sur l'appropriation des compétences, conflits quant à l'organisation du travail, conflits de rerépartition (Usine-Providence, Etat-Providence), ...
- une représentation de cette économie productive en économie monétaire, avec le recours à une théorie de la monnaie de crédit (PALLOIX 1980b, 1982), qui surgit comme la monnaie spécifique du capitalisme et donc de tout développement, selon les apports de K.MARX déjà²⁴, de R. HILFERDING²⁵ (1910), relayés ensuite

²⁴ Cf. S. DE BRUNHOFF (1967)

²⁵ Rudolf HILFERDING est un pionnier méconnu de l'économie industrielle, introduisant le premier (PALLOIX 2006) :

- le concept de barrières (techniques, financières) de branche à branche, traditionnellement attribué à J.S.BAIN,
- le concept de monnaie de crédit, tant dans le financement des monopoles, que dans la mise en place et la levée des "barrières", établissant pleinement la nature de celle-ci comme monnaie spécifique au capitalisme,

par ceux de HAWTHREY, KEYNES ET SCHUMPETER (O.LAKOMSKI, 2002).

c) Les limites

Toutefois, l'analyse structuraliste et industrialiste du développement passe à côté de deux éléments clefs :

- celui d'une analyse de la firme ou entreprise (sa nature, ses frontières), de son rôle dans le développement économique, de ses formes institutionnelles et organisationnelles,
- et celui du comportement des acteurs (firme, salariat, Etat, managers, ...) sans pour autant retourner à l'individualisme méthodologique.

d) Quel bilan de l'économie structuraliste du développement des décennies 1960-70-80 ?

Il n'en demeure pas moins un relatif constat de carence quant au bilan d'un développement placé, plus ou moins au Maghreb et pour l'Afrique Subsaharienne, sous les auspices de l'économie structuraliste et industrialiste du développement quant aux décennies 1960-70-80 : une pauvreté accrue, des inégalités sociales renforcées, une salarisation de plus en plus restreinte, des niveaux de revenus dégradés, des taux de croissance ralentis, des actifs inefficients, une absence de compétitivité, ... Le modèle 'industriel' cède.

Mais peut-être plus globalement, l'échec de l'économie structuraliste du développement est à mettre au compte de la déclinaison brutale d'un modèle à suivre, celui de l'économie capitaliste du Centre, et de sa prétention à l'autonomie par rapport à la diversité des sociétés dans les Tiers Mondes : pas d'autonomie de l'économie qui est traversée par des extériorités soutient K.POLANYI (1944)²⁶, pas d'autonomie de l'économie encastrée des sociétés (M.GRANOVETTER 1985) différentes ici et là sur les plans de la culture, des rapports sociaux, de la politique, de l'histoire.

- ouvrant la voie à l'analyse de la "concurrence oligopolistique" en économie de diversité (avant KRUGMAN et les autres).

²⁶ Rappelons les extériorités fondamentales qui traversent l'économie et qui n'ont pas été produites en tant que 'marchandises par des marchandises' : la force de travail, la terre et les ressources minérales et énergétiques, la monnaie (PALLOIX 1996)

1.2. Ancrages théoriques de l'économie de la transition

1.2.1. Quelle « économie » de la transition ?

Il semblerait que les différentes théories économiques mobilisées quant à l'économie de la transition (ANDREFF, 2002 et CHAVANCE 2004) - tout en ayant comme plus petit dénominateur commun la croyance en l'efficacité de l'économie de marché comme mode optimal d'allocation des ressources²⁷ - reposent sur au moins deux hypothèses²⁸ non exclusives et dont les conséquences sont plus ou moins importantes :

H1 : Hypothèse de formation relativement achevée des actifs : les économies en transition ont atteint des niveaux de formation des actifs qui les affranchissent en partie de mobiliser les recommandations théoriques de l'économie structuraliste du développement.

H2 : Hypothèse de supériorité de la propriété privée : le processus de formation des actifs étant supposé quasiment achevé, c'est la question de leur valorisation qui est posée en liaison avec celle des droits de propriété et de la privatisation.

La transition s'est mise en route avec la mise en place de réformes sur lesquelles il n'y avait pas nécessairement de consensus quant à leur importance (ouverture totale ou partielle des marchés par exemple) et quant à leur rythme (thérapie de choc ou graduelle). A titre d'exemple, les tenants du « big bang » sont partis du principe que la cible était connue et que l'on savait comment y arriver. Il s'agissait alors de ne pas perdre de temps et de mettre en oeuvre toutes les réformes nécessaires pour inscrire les économies sur la trajectoire optimale de l'économie de marché. Les coûts sociaux d'une telle démarche devaient être plus qu'absorbés par les bénéfices globaux. De l'autre côté, les partisans de la démarche dite

²⁷ Bernard Chavance note que « les bases de la doctrine (de transition*) résidaient dans la tradition du mainstream néo-classique, avec la rationalité individuelle, le paradigme de l'équilibre et la thématique de l'efficacité optimale du marché concurrentiel. Cette tradition s'appuie sur des critères d'efficacité allocative statique, une approche implicitement normative qui compare des situations historiques imparfaites à des états idéaux d'équilibre et une conception téléologique et déterministe du changement, conçu comme un processus indépendant du chemin suivi ». (CHAVANCE, 2004, p. 24) (* c'est nous qui soulignons).

²⁸ En choisissant un mode de développement axé sur les marchés internationaux (promotion des exportations), les économies du sud-est asiatique sont, avec leurs succès que l'on a pris l'habitude de qualifier de « miracle asiatique », le reflet d'un modèle de développement qui est une forme hybride de nos deux hypothèses : accumulation des actifs et valorisation en économie de marché simultanément.

« graduelle » convenaient qu'il fallait adopter des réformes progressives si l'on souhaitait que des institutions efficaces se mettent en place.

A l'aide d'un indicateur qui synthétise les progrès réalisés pendant la phase de transition²⁹, la Banque Européenne pour le Restructuration et le Développement (BERD) pointe ainsi le caractère contrasté des résultats de la transition (Graphique 1).

Graphique 1

1.2.2. Du consensus de Washington ...

Nombre d'économies ont suivi de manière plus ou moins importante ce qu'on a appelé le « consensus de Washington »³⁰ notamment en termes de privatisation et de libéralisation des échanges. Le tableau ci-après résume les recettes tirées des programmes de privatisation lancés entre 1990 et 2003 avec des rythmes et des méthodes plus ou moins différents (tableau 2).

²⁹ Privatisations, la réforme des entreprises, la libéralisation des prix et des échanges, l'instauration de l'état de droit et des droits de propriété ainsi que le fonctionnement des marchés financiers. L'indicateur de transition s'étend sur une échelle allant de 0 à 4,3 qui est le niveau de développement maximum d'une économie de marché.

³⁰ Le consensus de Washington fait référence à dix recommandations formulées par l'économiste John WILLIAMSON en 1989. Ces recommandations, qui ont été adoptées par le FMI et la Banque mondiale, étaient destinées aux pays, quels qu'ils soient, qui souhaitaient réformer leur système économique. Parmi ces recommandations on citera la discipline budgétaire, la réforme fiscale, la libéralisation du commerce et des IDE, la privatisation des entreprises publiques, les droits de propriété. On pourra se reporter à un article de l'auteur de 2003 dans la revue *Finance et Développement* où il revient assez longuement sur la manière dont ce terme aurait été 'galvaudé' et mal compris.

Tableau 2 : Recettes tirées des privatisations (1990-2003)

	En Millions de USD	En %	Cumul
Europe Centrale et Orientale dont	98 042	100%	
Pologne	22 320	22,8%	22,8%
Hongrie	15 440	15,7%	38,5%
Rép. Tchèque	13 973	14,3%	52,8%
Russie	9 817	10,0%	62,8%
Slovaquie	8 697	8,9%	71,6%
Kazakhstan	6 976	7,1%	78,8%
Bulgarie	4 195	4,3%	83,0%
Croatie	3 128	3,2%	86,2%
Roumanie	2 815	2,9%	89,1%
Serbie et Monténégro	2 346	2,4%	91,5%
Lituanie	2 150	2,2%	93,7%
Lettonie	1 302	1,3%	95,0%
Slovénie	1 189	1,2%	96,2%
Macédoine	1 044	1,1%	97,3%

Source : Banque Mondiale, 2005

Indépendamment d'une évidente inégalité de répartition (4 pays sur 14 ont concentré 72% des recettes des privatisations) qui renvoie à la fois à la 'quantité' d'actifs privatisables, aux méthodes d'évaluation et aux méthodes de privatisation, se sont posées des questions quant à l'usage des recettes tirées des privatisations et à l'efficacité avérée³¹ du transfert de propriété. De nombreuses études économétriques se sont livrées à l'examen des gains de productivité ou de performance des entreprises privatisées et admettent, avec les limites d'usages liées à cette méthodologie, des résultats plus ou moins contrastés. Dans un article récent, S. GURIEV et W. MEGGINSON (2005) recensent et analysent l'abondante littérature qui a été consacrée à la question des privatisations dans les pays de l'Est. Les auteurs concluent leur '*survey*' en notant que les recherches menées montrent qu'en « *général* »³² les privatisations

³¹ L'hypothèse de l'efficacité de la propriété privée des actifs doit être nuancée à la lumière de certaines positions, certes marginales, prises par quelques courants théoriques qui ont soutenu que les actifs détenus par les entreprises publiques n'avaient aucune valeur. Ces positions très controversées avaient pour fonction, notamment, de faire baisser le prix des actifs dans le cadre des procédures d'évaluation des entreprises publiques en vue de leur privatisation.

³² Entre guillemets dans le texte.

ont bien fonctionné, à la fois pour les entreprises qui ont été privatisées et pour l'économie dans son ensemble. La synthèse de ce recensement met également en évidence que les bénéfices des privatisations dépendent des institutions de marché en place (contrainte budgétaire dure, protection effective des droits de propriété, concurrence, corporate gouvernance). Mais indépendamment de la supériorité avérée ou pas de la propriété privée sur la propriété publique des actifs, se pose la question des considérations politiques et fiscales qui vont amener un programme de privatisation à engendrer ou pas de la croissance sur le long terme. Face au coût social des privatisations (licenciements), auquel certains ont opposé l'existence d'effets positifs de la redistribution des recettes des privatisations sous formes de transferts indirects (filets sociaux, formations professionnelles, réduction de charges pour encourager l'emploi, etc...), s'ajoutent les risques évidents de captation de rentes de la part d'acteurs suffisamment organisés qui peuvent soit retarder ou bloquer les transferts, soit utiliser des rapports de forces pour tirer profit du processus.

1.2.3.... à la prise en compte des institutions comme facteur de la croissance

La prise en compte des institutions comme facteur de la croissance est aujourd'hui unanimement reconnue. Mais cette prise en compte des institutions reste néanmoins largement inscrite dans une approche 'standard' de l'économie où le marché présenterait des résultats indiscutables en termes de bien être général. Comme le note LABARONNE (2002), les « *orientations standards en matière de politique économique ou de privatisation ont été critiquées, sur le plan analytique, par des approches hétérodoxes de la transition. Ces critiques....se sont développées au fur et à mesure que s'affirmaient certains résultats économiques décevants des programmes standard* »³³. Un consensus « post-Washington » a ainsi émergé en soulignant le rôle essentiel des « institutions » dans la réussite du processus de transition. S'il est indéniable que la question des institutions est rapidement devenue centrale dans les recommandations des institutions internationales, il nous semble discutable de conclure que ce nouveau consensus soit *hétérodoxe*. En effet, poser sur l'économie de marché le voile des institutions ne saurait suffire à qualifier des programmes de réforme d'hétérodoxes car la question de fonds qui reste posée est bien celle des '**institutions de l'économie de marché**', avec une double condition : la nécessité de la construction d'une infrastructure institutionnelle ainsi que son décryptage et son acceptation par les acteurs. Cette double condition

³³ D. LABARONNE, 2002, p. 95

présuppose une disponibilité gratuite de l'information censée permettre au plus grand nombre (d'*homoeconomicus*) de recevoir et de comprendre les bonnes institutions. La première condition renvoie à la mise en place ou au renforcement d'institutions censées fournir les bonnes incitations aux acteurs et inscrire l'économie du pays sur un sentier vertueux de croissance (D.C. NORTH 1997). La seconde condition doit permettre d'éviter le développement d'une économie de captation de la part d'acteurs n'ayant aucun intérêt à renoncer au cadre en place, car générateur de rentes captives.

Dans un article de 1999, deux économistes du FMI³⁴ ont identifié plusieurs facteurs de croissance dans les pays en transition : la maîtrise de l'inflation, le degré de réforme ou de libéralisation du marché, l'ouverture extérieure et l'encouragement de la production destinée à l'exportation et l'investissement direct étranger. En plus de ces facteurs 'clés' de la croissance, ces deux économistes notent que « *si les conditions initiales comptent....elles influent moins sur la croissance que les différences de politique pendant la transition* »³⁵. Cette position théorique, par ailleurs en phase avec la doctrine générale des institutions internationales, ne renvoie pas simplement à la pseudo neutralité des 'conditions initiales'³⁶ mais ne tient pas compte de l'importance plus ou moins grande du legs institutionnel propre à chaque pays. Ce legs institutionnel ne concerne pas uniquement le niveau de *développement institutionnel* atteint par rapport aux exigences d'une économie de marché, mais intègre des aspects informels, implicites et politiques qui semblent être sous-estimés par les approches de la transition dites standards. A propos de ce débat quant aux conditions initiales, on relève au sein même du FMI des positions assez divergentes. Ainsi, P. K. MITRA et M. SELOWSKY se livrent à une évaluation des raisons qui ont conduit des économies en transition à obtenir de meilleurs résultats que d'autres. Dans cette étude économétrique, les auteurs ont cherché à expliquer la variabilité des résultats économiques de ces pays, en identifiant la situation de départ, les réformes ou des chocs extérieurs comme une guerre ou des troubles civils. Ils sont arrivés à diverses conclusions macro et micro économiques. Sur le plan macroéconomique, les auteurs relèvent que « *certains éléments de la situation de départ (les distorsions pas exemple) ont plus d'effet au début de la transition, d'autres (la solidité des institutions) plus tard* » [MITRA et SELOWSKY, 2002, p. 49]. Les auteurs notent à cet égard que dans certains pays, « *les réformes ont peut-être même un effet économique négatif sur la*

³⁴ O. HAVRYLYSHYN et T. WOLF, 1999.

³⁵ Op cité, p. 13.

³⁶ qui en économie standard correspond à celle des '*dotations initiales*'.

production – elles peuvent être considérées comme un coût d'investissement initial, dont l'effet positif sur la croissance se fait sentir ultérieurement » [MITRA et SELOWSKY, 2002, p. 49]. Au delà de ces considérations générales, l'une des conclusions les plus intéressantes et inattendues des auteurs se situe sur le plan microéconomique. En s'appuyant sur une étude menée conjointement par la BERD et par la Banque Mondiale sur un échantillon de 4 000 anciennes et nouvelles entreprises, les auteurs notent que l'amélioration de la valeur ajoutée par travailleur tient au « *transfert de ressources des anciennes entreprises principalement à forte intensité de capital vers de nouvelles entreprises généralement à plus forte proportion de main d'œuvre qui devrait être une source vitale de croissance, le redressement de la croissance traduisant l'interaction entre les anciennes et les nouvelles entreprises* » [MITRA et SELOWSKY, 2002, p. 49].

Ces discussions amènent trois remarques :

- *primo*, les pays en transition n'ont pas nécessairement emprunté *une voie unique* ; ce qui sur le plan théorique permet non seulement de relativiser la portée effective du consensus de Washington mais permet également de montrer que l'économie ne peut se concevoir indépendamment des trajectoires et des spécificités historiques et sociétales de chaque pays (dépendance de sentier) ;
- *secundo*, le caractère contrasté des résultats est finalement intrinsèquement liée aux « *conditions initiales* » et aux stratégies politiques qui conditionnent, en fonction de situations rentières, à la fois le rythme et l'intensité des réformes ;
- *tertio*, l'interaction vertueuse entre anciennes et nouvelles entreprises atténuée, quelque peu, les vertus de la *destruction créatrice*.

1.2.4. Institutions et croissance : un lien conflictuel ?

Pour expliquer les écarts de développement et de niveau de vie entre pays riches et pauvres, plusieurs thèses 'néo-institutionnalistes' ont émergé en relation avec les théories du développement.

Une première thèse semble mettre en avant le facteur géographique (J.D.SACHS, 2003). Plus précisément, le climat et l'écologie détermineraient le niveau technologique d'une société et la motivation des habitants. Aussi originale et séduisante soit-elle, cette thèse ne doit pas conduire à occulter les prélèvements irréversibles opérés par le centre sur les périphéries et la confiscation de leur autonomie pendant de longs siècles. Ces prélèvements qui ont été souvent violents ont laissé des traces très profondes dans le tissu institutionnel des sociétés.

Une deuxième thèse renvoie sur les institutions. Selon D. ACEMOGLU (2003), de 'bonnes' institutions économiques doivent présenter trois caractéristiques :

- en garantissant le respect des droits de propriété, elles fournissent les incitations à investir ;
- en limitant l'action des élites, des politiciens et autres groupes puissants, elles les empêchent de s'approprier les revenus ou les investissements d'autrui ou de fausser les règles du jeu ;
- en promouvant l'égalité des chances...elles encouragent l'investissement, notamment dans le capital humain.

En se fondant sur une analyse historique, l'auteur montre que ces conditions n'ont pas toujours été réunies pour différentes raisons conduisant à expliquer en partie les écarts de niveau de vie constatés. L'hypothèse qui est développée renvoie à l'absence de *gravitation naturelle* des sociétés vers les 'bonnes' institutions, car en plus d'influencer les perspectives économiques d'un pays, « *les institutions jouent un rôle essentiel dans la répartition du revenu entre les individus et les groupes sociaux* » [ACEMOGLU, 2003, p30], d'où un retour assez original sur la thèse du conflit de répartition avec les institutions comme clé centrale – se substituant ici au rôle traditionnel du système de prix de marché.

Dès lors, la question de la croissance en liaison avec celle des institutions ne saurait être purement *mécaniciste*. Se pose donc le problème du double statut des institutions : elles sont à la fois la clé de répartition (règles du jeu) et le résultat spontané du jeu. Mais à ce problème méthodologique s'ajoute celui, plus pragmatique, de la prise de décision de modifier les règles du jeu. Ainsi l'auteur note que « *les problèmes institutionnels sont importants dans différents contextes et, la plupart du temps, leur source et les difficultés à reformer les institutions s'expliquent par le fait que tout changement majeur crée des gagnants et des perdants, et que ces derniers ont souvent les moyens de s'opposer au changement* » [ACEMOGLU, 2003, p30].

1.2.5. Conclusion

Les théories de la transition ont mis en avant l'importance des institutions de marché quant à la valorisation d'actifs constitués, avec les conflits, les comportements opportunistes liés aux institutions de l'économie de marché portant sur la mise en œuvre de ces actifs. L'économie structuraliste du développement a apporté le

cours de la formation des actifs liés à l'émergence de structures productives, à un processus d'accumulation du capital quant à la génération d'un surplus à répartir (avec les conflits qui l'accompagnent) : le niveau de l'organisation n'est pas loin.

Ce sont ces deux niveaux, celui des institutions liés à la valorisation des actifs et celui des organisations liés à la création des richesses (formation des actifs, génération d'un surplus à répartir) qu'il convient de relier dans une vue d'ensemble et non plus séparée (et dès lors partielle). La lecture de l'économie algérienne sur la période 1963-2006 nous renvoie à cette ardente nécessité

II – Une lecture critique de l'économie algérienne 1965-2006 : entre économie en développement et économie en transition

Deux grandes périodisations traversent l'économie de l'Algérie avec une économie en développement plus ou moins planifiée déclinée sur la période 1965-85 et l'entrée sous contraintes dans une économie en transition à l'économie de marché depuis 1985.

Une lecture de l'économie algérienne sous les seuls auspices de l'économie du développement et de l'économie de la transition conduirait à des représentations partielles voire contradictoires. La recomposition esquissée dans la partie précédente nous guide vers une lecture critique de ces deux phases distinctes, réhabilitant dans chacune la notion de conflit et intégrant fortement la dimension informelle des institutions (J.R.Commons) comme facteur explicatif du blocage tant de la phase de développement planifié que de l'économie de la transition.

2.1. Lecture critique de l'économie du développement « 1965-85 » selon un ancrage structuraliste³⁷

La planification, l'émergence des entreprises publiques en Algérie s'inscrivent dans le programme initial du FLN, le programme de la Soummam. L'économie du développement en Algérie, plus ou moins soumise à une planification dirigiste via le circuit du Trésor, peut se décliner sommairement par rapport à trois traits principaux de la période 1965-85 :

- la bi-sectorialisation de la FBCF et l'importance de la formation des actifs industriels,
- la question salariale et la bipolarisation du collectif de travail,
- la question de la monnaie de crédit et l'appropriation du pouvoir monétaire par les entreprises publiques.

37 Voir le numéro spécial « Algérie » de la revue Tiers Monde, n°83, T. XXI, 1980.

2.1.1. La bi-sectorialisation de la FBCF³⁸ et l'importance de la formation des actifs

L'importance de la croissance du PIB³⁹ et du poids de la F.B.C.F. se relève clairement sur le graphique (graphique 2) ci-après, avec un poids croissant de la FBCF dans le PIB montant à hauteur de plus de 50% en moyenne sur les années 1975-1978, pour redescendre quelque peu ensuite :

Graphique 2

Evolution du PIB (Milliards de DA courants) et du taux de FBCF

Sources : M.P.A.T.-D.S.C.N⁴⁰, *Annuaire statistique*

La formation brute de capital fixe est marquée par la dualité entre :

- la FBCF pour la valorisation internationale des ressources algériennes en pétrole et gaz ; cette valorisation a pour objectif de dégager les moyens de financement nécessaires ;
- la FBCF destinée à la formation d'un système productif couvrant pour partie la reproduction interne (de type import-substitution).

³⁸ FBCF : formation brute de capital fixe

³⁹ PIB : production intérieure brute (ou somme des valeurs ajoutées)

⁴⁰ MPAT : Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire. DSCN : Direction des Statistiques et de la Comptabilité Nationale

Aussi, il est nécessaire de cibler les caractéristiques de ces deux types de FBCF⁴¹ :

- *FBCF externalisée* ou FBCF A destinée à la valorisation internationale des ressources pétrolières et gazières et qui mobilise en moyenne 47 % des investissements planifiés sur la période 1967-77. La formation de ce type FBCF se concrétise dans le plan VALHYD⁴².
- *FBCF internalisée* ou FBCF B destinée à la formation interne du système productif algérien quant à la reproduction nationale (et internationale). La FBCF B est orientée principalement vers la section des biens intermédiaires (26,4% de l'investissement total), et ensuite vers la section des biens de consommation (15,2% de l'investissement total), la section des biens d'équipements ne recueillant que 10,3% des investissements cumulés de la période 1967-77 (et encore !). A ce titre, rappelons qu'existait un projet de plan CEMEL⁴³ qui s'inspirait du modèle déployé en Corée du Sud et qui s'appuyait sur une industrie des biens mécaniques et électriques. Ce projet n'a jamais vu le jour, contrairement au plan de valorisation des hydrocarbures.

Il est clair qu'il y a débat sur la signification de cette dualité. Nombre d'auteurs sur la question algérienne tiennent au processus vertueux d'un modèle d'industrialisation planifié courant de la sidérurgie et des industries métallurgiques, mécaniques et électriques (ISMME), de la chimie (via la valorisation des hydrocarbures) vers les industries de biens de consommation et l'agriculture quant à la formation et la répartition du surplus. Le

⁴¹ La distinction entre ces 2 types de FBCF repose certes sur une ligne de partage des eaux plus ou moins floue et discutable car une partie de la FBCF A, dite externalisée, ne s'inscrit pas seulement dans les exportations d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel liquéfié via les 2 terminaux de Skida et d'Arzew), mais alimente aussi la construction de raffineries et d'installations de chimie intermédiaire pour la consommation intérieure. Toutefois, l'essentiel de la FBCF A ici est tournée vers l'exportation, d'où notre choix qui se justifie pour apprécier à sa juste valeur l'effort d'investissement consenti en direction du marché national sur les autres branches de l'industrie.

⁴² Plan VALHYD : plan de Valorisation des Hydrocarbures.

⁴³ CEMEL : Construction Mécanique et Electrique Lourde. Ce projet CEMEL était orienté vers un modèle d'import-substitution alors que le projet similaire coréen était tourné vers un modèle d'exportation, ce qui les différencie quant à leur signification. A la question de savoir si le projet CEMEL aurait changé quelque chose à l'évolution économique de l'Algérie, il est difficile de répondre si ce n'est que ce projet aurait élargi le potentiel industriel interne, activant des filières qui n'ont pu être mises en place.

découplage de la FBCF A et B fournit une toute autre représentation, montrant au contraire que l'industrialisation interne est limitée, mobilisant un poids restreint de la FBCF notamment en ce qui concerne le secteur des biens d'équipement, principal maillon manquant.

Le financement de la FBCF A et B est certes assurée par la fiscalité pétrolière, mais de plus en plus par la montée du financement monétaire en économie de crédit (PALLOIX 1980 b, 1982) dans le contexte alors de la baisse de la rente pétrolière après la hausse du début des années 70.

2.1.2. La question salariale et la bipolarisation du collectif de travail algérien

Le développement de la société salariale algérienne a été particulièrement spectaculaire sous la poussée du processus d'industrialisation (Palloix, 1980a). L'emploi salarial a doublé, de 1966 à 1977 de 1.060.000 salariés à 2.210.000 salariés. Dans cette évolution, l'emploi industriel au sens large (industrie + BTP + Transport) passe de 20,8 % en 1966 à 34,1 % en 1977 de l'emploi salarial. Le recensement de 1977 est assez fiable pour écarter la thèse d'une importante tertiarisation alors de l'économie algérienne. Sans pour autant effacer la croissance de l'emploi salarial dans les services et surtout l'administration, il revient à l'industrie au sens large d'avoir impulsé l'extension du salariat⁴⁴ qui est à dominante industrielle. Et il revient à l'industrie au sens étroit de mener le train de la salarisation. Le taux de salarisation s'élève de 49,8% de la population active en 1966 à 62,0% en 1977.

Mais, la formation du salariat industriel algérien présente, en tant que travailleur collectif, une structure bi-polarisée, formée d'un côté de cadres et de l'autre d'ouvriers non qualifiés et de manœuvres, à l'inverse de la structure du collectif observée alors dans les pays industriels. En Algérie, la formation du travailleur collectif, donc de la classe ouvrière, s'effectue par le bas, par le gonflement d'ouvriers reconnus sans qualification : manœuvres et ouvriers spécialisés. Le pourcentage de manœuvres passe de 10 % de la population active occupée (hors agriculture) en 1966 à 15 % en 1977 (32,5 % de la classe ouvrière en 1966, hypothèse forte, 35,4 % en 1977) ; sans qu'on puisse le chiffrer, c'est le contingent ouvriers dits 'spécialisés' -

⁴⁴ Dans cette extension de la salarisation, parfois l'emploi peut être assimilé à première vue à un « *chômage sur le lieu de travail* » (J.KORNAÏ) sans pour autant généraliser ce fait, mais il n'en demeure pas moins que le salarié algérien est mis au travail, entrant dans un nouvel espace (l'usine, l'entreprise), accédant à un revenu, le salaire, avec des droits sociaux joints, avec accès à l'Usine-Providance.

c'est-à-dire sans qualification - qui fournit l'essentiel de l'extension du groupe O.S. + O.Q. de 1966 à 1977. Le taux de turnover est particulièrement élevé, avec un noyau stable restreint capable d'inscrire les nouveaux entrants dans la coordination du collectif, ce qui n'est pas sans rappeler l'aventure du taylorisme et du fordisme aux Etats-Unis au début du XXème siècle.

2.1.3. La question de la monnaie de crédit et l'appropriation du pouvoir monétaire par les entreprises publiques

Le caractère original de la gestion des entreprises publiques algériennes, en ce qui concerne la rationalité du calcul économique, a été longtemps méconnu, car cette originalité procède davantage d'une pratique que d'un modèle ou d'une doctrine consciente. De fait, les entreprises publiques algériennes contraignent les banques primaires à accepter dans leur actif des "créances sur l'économie" pour leur fournir en contrepartie les ressources monétaires dont ces entreprises ont besoin pour leur activité d'exploitation tant sur le plan du Besoin en fonds de roulement (achats de matières premières ou semi-produits, paiement des salaires, etc..) que de la trésorerie, faute de rentabilité de celles-ci. La contrainte monétaire ne peut être exercée ni par les banques primaires, ni par la banque centrale, mais elle est appropriée par les entreprises publiques qui détiennent en dernière instance le "pouvoir monétaire" (PALLOIX, 1982). Il est clair que nous sommes hors du cadre habituel de l'économie de crédit telle que celle-ci fonctionne dans les pays capitalistes développés, où la contrainte monétaire est une contrainte (sanction) de tenir la promesse de travail social avancée au niveau de la formation de capital fixe, où la contrainte monétaire est une contrainte d'efficacité du capital et de productivité du travail quant à la production de marchandises. Certes l'inscription des entreprises publiques dans un fonctionnement planifié leur donne un certain poids face aux banques (y compris face à la Banque Centrale), mais l'exercice de ce pouvoir monétaire en dernier ressort est original et indiscutable.

2.1.4. Société politique, société civile, conflits et régularité inertielle des comportements

La société politique algérienne des années 1963-85 est une société politique restreinte, qui recèle plusieurs composantes dont elle se nourrit et qu'elle tente d'agréger : une composante militaire dominante issue de la lutte de libération nationale, une composante reposant sur le parti unique F.L.N. avec sa « nomenklatura », une composante affairiste, une composante syndicale qui se légitime comme représentant la société salariale en extension. Les conflits ne

sont pas absents au sein de cette société politique restreinte quant à l'accès au pouvoir et à l'argent.

La société civile qui émerge emprunte tout à la fois aux conditions générales de la formation du salariat (accès aux biens salaires, à l'usine providence, à l'Etat Providence) et aux conditions antérieures de sa genèse avec ses règles et coutumes, dont notamment une règle d'égalité des individus quels que soient leur position sociale et leur revenu, règle renforcée par la lutte de libération nationale.

Dès lors un conflit latent surgit, celui d'une société civile « égalitariste » et salariale l'opposant à une société politique affairiste, dont la légitimité liée à la lutte de libération nationale s'effrite progressivement. Et progressivement aussi, la société salariale se conçoit comme l'héritière en dernier ressort de la lutte de libération nationale, le regard fixé sur les acquis sociaux obtenus avec l'entrée dans le salariat (un emploi, un salaire, l'accès à la santé et à l'éducation, ...). Ce conflit latent marquera l'étape suivante de l'économie algérienne de 1985 à nos jours.

Pour conclure ce point, l'ancrage structuraliste nous dévoile des traits spécifiques et originaux de la conduite du processus de développement et d'industrialisation en Algérie (planification, formation importante des actifs tangibles, émergence de firmes publiques liées à la division sociale en branches de l'économie, salarisation, une monnaie de crédit spécifique, ...) sous contrainte extérieure évidemment. Certes, cette industrialisation 1996-80 avait masqué de fait la formation d'une société salariale (KICHOU-PALLOIX, 2003). Mais, rétrospectivement, une lecture institutionnaliste (au sens où nous l'entendons) de cette phase permet de mettre en évidence que cet ancrage structuraliste a négligé⁴⁵ certains « *effets secondaires* » du processus de formation des actifs. En raison des impacts inertiels qu'ils auront sur le processus de transition, il nous semble important de présenter deux effets secondaires complémentaires. Sur la base de la propriété publique des entreprises et de leurs deux modes de gestion (Statut Général du Travailleur et Gestion Socialiste des Entreprises⁴⁶) ont émergé des modes de comportements spécifiques de type égalitariste. Ces modes de comportements ont ensuite été cristallisés et médiatisés par des structures organisées comme par exemple le syndicat unique (Union Générale des Travailleurs Algériens) pour qui

⁴⁵ A la décharge du structuralisme, les questions des institutions et des comportements étaient alors secondes.

⁴⁶ Voir KICHOU 2001 pour de plus amples développements

toute privatisation annonçait la fin d'un ensemble d'acquis sociaux⁴⁷. D'autres groupes d'acteurs plus ou moins diffus ont également profité de rentes de situation que tout processus de réformes était en théorie censé remettre en cause. Ces modes de comportement vont expliquer une partie non négligeable de l'inertie future du processus de transition. Une autre partie de l'inertie s'expliquera plus récemment par le confort offert et inattendu de l'envolée du prix des hydrocarbures, source quasi exclusive des recettes de l'Etat algérien.

2.2. Une économie en transition vers l'économie de marché 1985-2006 : quelle recomposition ?

En 1984, les ressources financières de l'état sont composées à hauteur de 50% par les recettes tirées des ventes d'hydrocarbures. Le contre-choc pétrolier de 1986 se traduit par un effondrement du cours du baril de brut qui passe en moyenne de 30 \$ à 10 \$. Les recettes tirées des hydrocarbures baissent de 46,7 milliards de dinars en 1985 à 20,5 Milliards en 1987, soit une baisse de 56%. Faute de marchés financiers, les déficits fiscaux sont financés par la dette externe, dont le poids dans le PIB passe de 30% en 1985 à 41% en 1988.

Pour l'économie algérienne, il s'agit d'une crise économique sans précédent marquée par une récession qui va durer jusqu'en 1988 (voir graphiques 3 et 4). La division par 2 des réserves conjuguée à la baisse des recettes pétrolières conduisent à une réduction drastique des importations nécessaires au fonctionnement de l'économie. Les investissements baissent de 20% entre 1986 et 1988 et l'inflation monte à 9% en 1989. Sur la période 1986-1989⁴⁸ le processus de création d'emploi se dégrade nettement par rapport à la période 1980-1985. La création d'emploi passe ainsi d'une moyenne annuelle de 137 450 emplois sur la période 1980-1985 à 63 000 par an sur la période 1986-1989 et le taux de chômage atteint 18,3% en 1989.

C'est dans ce contexte, qu'à la fin des années quatre-vingt, de nombreuses réformes économiques vont être engagées sous l'égide du FMII et de la Banque Mondiale. Les conditionnalités des différents plans d'ajustements structurels se sont notamment concrétisées par la libéralisation des prix, le resserrement des contraintes budgétaires des entreprises publiques, la levée des monopoles sur le commerce extérieur, l'autonomie de la banque centrale et l'introduction de

⁴⁷ Pour faire bref, on citera comme « avantages acquis » la distribution de nombreux avantages en nature par les entreprises publiques à ses salariés : emploi à vie, scolarisation, vacances, équipements, accès aux soins....

⁴⁸ Les données sont issues de A. Brahimi, L'économie algérienne, Défis et enjeux, Dahlab Editions, Alger, 1991.

règles prudentielles au niveau du système bancaire et financier. La modification du cadre institutionnel devait permettre non seulement une certaine attractivité des investissements directs étrangers (privatisations) mais aussi la mise en place d'une économie concurrentielle en adéquation avec une insertion dans l'économie mondiale.

2.2.1. Une transition très contrastée.....

L'économie algérienne présente une spécificité qu'il n'est possible d'analyser qu'au prix d'une contorsion des approches théoriques du développement et de la transition. Cette contorsion est rendue nécessaire en raison d'une double contradiction qui anime l'économie et la société algérienne avec :

- d'un côté, une soumission apparente aux règles de l'économie de marché avec un Etat providence prédominant et volontariste (dépenses de capital soutenues de la part de l'Etat),
- et de l'autre un sous-développement institutionnel *relatif* en économie de marché qui explique en partie la faiblesse relative des investissements privés et des IDE.

Depuis 1995⁴⁹, le taux de croissance du PIB en Algérie affiche un rythme soutenu (graphique 3). Ce rythme s'est nettement accéléré à partir de 2000 en raison principalement de la hausse du prix des hydrocarbures et des recettes afférentes (graphiques 5 et 6). Cette croissance du PIB est néanmoins très fortement corrélée à la croissance des recettes tirées des hydrocarbures, comme le montre le graphique 4.

Graphique 3

Algérie : Taux de croissance du PIB (prix constants) et du PIB/Habitant (prix constants)

Source : Données du FMI, calcul des auteurs

⁴⁹ Sauf indication contraire, les données sont issues des rapports du FMI et de la Banque Mondiale.

Graphique 4

Source : Nkunde Mwase, Relations between government expenditure and GDP, IMF Report N° 05/52, 2005.

Graphique 5

Graphique 6

Source : Données du FMI, calcul des auteurs

La croissance du PIB ne s'est traduite ni par une réduction du taux de chômage (graphique 7) ni par des créations massives d'emploi. Sur la période 1996-2000, plus de 350 000 licenciements ont été prononcés principalement dans le cadre de la fermeture d'un grand nombre d'entreprises publiques locales (KICHOU, 2001). Sur la même période, l'indice de la production industrielle (hors hydrocarbures) s'est également fortement dégradé (graphique 8)

conduisant à un recours de plus en plus massif aux importations, notamment en biens industriels, alimentaires et manufacturés.

Graphique 7

Evolution du Taux de Chômage

Source : Données du FMI et calculs des auteurs

Graphique 8

Evolution de l'Indice Général de la Production Industrielle
(hors hydrocarbures) des Entreprises Publiques

Source : Données du FMI et calculs des auteurs

Ce bref panorama macroéconomique permet de montrer que la croissance quantitative du PIB ne s'est pas traduite par une progression significative des indicateurs traditionnels, même si l'inflation a dans le même temps été très sérieusement contenue. Le programme de privatisation ne s'est toujours pas mis en œuvre de manière significative jusqu'ici. La banque mondiale a recensé 62 Millions de \$ de recettes liées à la privatisation sur la période 1990-2003, soit 0,5% des recettes totales perçues au Maghreb et les flux

d'IDE restent particulièrement faibles au Maghreb en général et en Algérie en particulier.

Flux d'IDE 1990-2003 (M€)

	Recettes en Millions de \$ (1990-2003)	en %	Cumul
Total MENA <i>dont</i>	12 734	100%	
EGYPTE	4 693	36,9%	36,9%
MAROC	4 657	36,6%	73,4%
TUNISIE	823	6,5%	79,9%
ALGERIE	62	0,5%	80,4%

Source : Données Banque Mondiale, 2004 et calcul des auteurs

2.2.2 ...qui nécessite une lecture spécifique

a) De l'Etat Providence.....

Des études, pour le moins contradictoires, émanant d'une institution internationale qui a depuis toujours avancé des recommandations de politiques économiques libérales en direction de pays en développement, incitent à être prudent sur la réhabilitation d'un Etat Providence. Par ailleurs, le discours de la Banque Mondiale a également évolué. Dans son rapport sur « la revue des dépenses publiques », dans lequel elle analyse l'efficacité des dépenses publiques envisagées dans le cadre du Projet Complémentaire de Soutien à la Croissance pour la période 2005-2009 (PCSC)⁵⁰, la Banque Mondiale note que « *l'imposant volume des investissements publics a le potentiel de produire un impact macroéconomique et social majeur dans un proche avenir* » [BANQUE MONDIALE, 2007, p. vi]. La priorité semble dorénavant être donnée plus à l'efficacité qu'au montant des dépenses publiques, c'est-à-dire sa capacité à produire une unité de produit en utilisant la combinaison des intrants la moins coûteuse (i.e. le ratio coûts-avantages).

⁵⁰ Ce PCSC, d'une envergure sans précédent dans l'histoire économique de l'Algérie, est un relais du Plan de Soutien à la Relance Economique (PSRE) sur la période 2001-2004. A titre indicatif, le PSRE de dimension modeste, représentait 7 milliards de dollars. Le PCSC est évalué par les autorités algériennes et la banque mondiale (2007) à 114 milliards de dollars. Le niveau initial du PCSC était de 55 milliards, soit 57% du PIB de 2005. Ce financement massif d'un programme d'investissement public pour développer les services publics et faire face aux retards enregistrés dans les infrastructures s'appuie sur l'envolée du prix des hydrocarbures. Ce PCSC doit contribuer à consolider et à améliorer les grandes réalisations sociales.

Une première étude du FMI⁵¹ montre clairement le rôle positif des dépenses de capital dans la croissance du PIB Hors Hydrocarbures (PIBHH) en Algérie. Sur la période 1986-2003, les dépenses totales de l'Etat ont avoisiné en moyenne 30% du PIB (graphique 8) et ont été financées en grande partie par les recettes tirées des hydrocarbures. Les dépenses de capital ont en grande majorité été orientées en direction des entreprises publiques dans le cadre de la formation des actifs. La baisse des dépenses en capital à partir de la période 1989-1990 coïncide avec le début des troubles politiques en Algérie. La reprise semble amorcée à partir de 2000 et depuis la hausse du prix du pétrole. Le graphique 4 montrait la corrélation très forte entre les dépenses publiques et le PIB pétrolier nominal. Le coefficient de corrélation entre ces deux variables est de 0,75 selon les calculs de l'auteur, ce qui est particulièrement élevé.

Graphique 9

Dépenses publiques nominales en % du PIB nominal

Source : Données du FMI et calcul des auteurs

En reposant sur des tests économétriques qu'il convient de relativiser à la lumière des erreurs de spécification du modèle inhérentes aux tests de causalité (notées par l'auteur lui même) et des biais liés aux sources et à la qualité des données, cette étude préconise⁵² que les dépenses en capital peuvent être utilisées comme instrument de politique économique pour stimuler la croissance, reléguant ainsi de

⁵¹ Nkunde MWASE, Relations between government expenditure and GDP, IMF Report N° 05/52, 2005.

⁵² Pour l'auteur « la présente étude conclut que les augmentations de dépenses publiques réelles en capital favorisent la croissance du PIB réel hors hydrocarbures [...] Les conclusions appuient l'hypothèse selon laquelle les dépenses publiques peuvent être utilisées pour stimuler la croissance et réduire le chômage ». (MWASE, 2005)

fait l'urgence de la rénovation du cadre institutionnel pourtant indispensable pour stimuler non seulement les secteurs publics et privés nationaux mais également pour attirer des investissements étrangers.

Par ailleurs et de façon contradictoire, une autre étude du FMI⁵³ semble suggérer au contraire que les dépenses soutenues de capital de l'Etat peuvent avoir des effets pervers sur l'appréciation du taux de change réel et invite les autorités à être très prudentes quant aux dépenses publiques envisagées dans le cadre du PCSC.

Le caractère contradictoire de ces études du FMI, dont une partie peut-être mise sur le compte des limites des tests économétriques et des données qui peuvent présenter des biais importants, souligne finalement de manière plus fondamentale l'absence d'un modèle canonique de développement et que la question de l'efficacité d'un Etat providence n'est pas définitivement tranchée.

b)à un certain sous-développement du cadre institutionnel

Le cadre institutionnel de l'économie de marché en Algérie présente de manière claire une relative carence par rapport aux pays de la région Moyen Orient et Afrique du Nord (graphique 10). Cela n'est pas sans pénaliser l'attractivité du territoire quant à l'entrée de capitaux étrangers.

Graphique 10

Source : Banque mondiale (2003), Governance Matters III: Governance Indicators for 1996-2002.

⁵³ LOKO B et alii, 2007.

Une étude de la Banque Mondiale⁵⁴ pointe de manière forte ce qu'il est possible de qualifier de 'sous développement' relatif du cadre institutionnel en Algérie par rapport à ses voisins immédiats. Dans cette étude, la banque mondiale note que « *les études relatives au développement du secteur privé.....ont mis en évidence que le cadre juridique est encore caractérisé par des inadéquations partielles des normes et règles applicables au monde des affaires notamment celle relatives : (a) à la constitution et au fonctionnement des sociétés commerciales, (b) au régime de la concurrence et de la transparence dans les transactions commerciales, (c) des suretés, (d) au statut de la propriété privée, et (e) au régime de la faillite et du règlement judiciaire* ». ⁵⁵

Le secteur privé n'est pas le seul à présenter des problèmes de fonctionnement. Les insuffisances structurelles (lenteur du réseau informatique, faiblesses des systèmes de compensation interbancaire) et institutionnelles du système bancaire et financier contribuent également à pénaliser le processus de développement. Ces 'inadéquations partielles' qui ne sont pas sans conséquences sur les coûts de transaction doivent néanmoins être relativisées. Premièrement, la question des « bonnes institutions » pour reprendre la terminologie de la banque mondiale est loin d'être résolue et les travaux récents de D. Rodrick sont à cet égard significatifs. Deuxièmement, les recettes importantes tirées des ventes d'hydrocarbures ont non seulement permis à l'Algérie de se constituer des réserves historiques mais surtout de se désendetter de manière quasi définitive vis-à-vis de l'extérieur relâchant ainsi pour un temps les délais afférents aux contraintes réformatrices imposées par ses créanciers historiques. Deuxièmement, dans l'euphorie de la hausse continue du prix du pétrole et faute d'investissements industriels conséquents, le secteur pétrolier risque pendant un certain temps encore de continuer à être le moteur de la croissance.

3. Conclusion : Eléments pour une recomposition de l'économie du développement

En s'appuyant sur les apports de T.VEBLEN (1898, 1899, 1908, 1921) et de J.R.COMMONS (1899-1900, 1932, 1934, 1935), il est possible de tenter une recomposition de l'économie du développement au carrefour du structuralisme (industrialiste) et du vieil institutionnalisme américain.

⁵⁴ BANQUE MONDIALE (2005), Algérie, Le droit des affaires et le développement du secteur privé en Algérie, 27 avril 2005, , Rapport n° 32945-DZ.

⁵⁵ Op cité, p. i.

Ne dissimulons pas les difficultés théoriques à jeter des passerelles entre nombre de concepts différents hérités d'un côté du structuralisme (marxiste, néo-marxiste, ...) et de l'autre du vieil institutionnalisme comme nous l'avons ciblé dans l'introduction. Nous disposons ainsi, à propos de *la recomposition en cours de l'économie du développement*, de deux blocs théoriques (Vieil institutionnalisme et Néo-institutionnalisme) qui se font face et qui tentent d'articuler des composantes distinctes, avec des logiques distinctes :

Tableau 3 : Eléments pour une recomposition

<i>Institutions et Règles</i>	<i>Comportements des Individus</i>	<i>Théories de la Croissance</i>	<i>Les Enjeux</i>	<i>Articulation avec Développement et Transition</i>
Vieil institutionnalisme (Veblen, Commons, ...)	Individualisme holiste Individualisme institutionnalisé	Modèles exogènes structuralistes (Marx, Feld'man-Mahalanobis) et Keynésiens (Harrod, Kaldor, Pasinetti...)	Répartition et Conflits de répartition	Perroux et les Institutions Economie structuraliste et industrialiste du développement Economie de la Transition
Nouvelle Economie Institutionnaliste (North, Williamson, ...)	Individualisme méthodologique relâché	Modèles endogènes (Lucas, Romer, Barro..) Modèles post-keynésiens	Pas de conflit de répartition	Economie de la Transition et Nouvelle économie du développement

Dans l'articulation recherchée entre modèles de croissance dits exogènes et le vieil institutionnalisme, les liaisons institutions/croissance/développement dans l'optique de la production d'un surplus, de la répartition et des conflits qui l'accompagnent mettent en route des passerelles plus ou moins périlleuses dont on peut cibler certaines comme suit :

Tableau 4 – Les voies à investir

<i>Croissance/Développement</i>	<i>Old Institutionalism</i>
Théorie du capital et des fractions de capital	Théorie des actifs (T.Veblen)
Force productive, Socialisation, Travailleur collectif	Action collective, Going Concern (J.R.Commons)
Monnaie de crédit comme financement des avances et sanction Monnaie et Unité de Compte	Monnaie de crédit (J.R Commons), mais quel statut de la sanction ?

Un immense travail de recherche nous attend ... pour sortir des impasses d'une économie du développement néo-institutionnaliste ... de la transition.

La question des institutions et des organisations est centrale pour toute économie du développement. Mais ce cheminement ne peut faire l'impasse sur l'enracinement, l'encastrement du changement institutionnel et organisationnel dans des sociétés différentes, ouvrant des sentiers multiples.

La transition de l'économie algérienne dévoile les inerties et conflits spécifiques qui traversent le changement institutionnel et organisationnel dans cette société. La soudaine envolée du cours des hydrocarbures, qui a permis une consolidation des réserves de change et le passage d'un statut de débiteur international à créateur international, a finalement mis à jour des faiblesses structurelles importantes⁵⁶ (problèmes quant aux infrastructures de transports, obsolescence aigue des actifs industriels, défaillances du système de formation professionnelle, importations massive de biens intermédiaires et finaux, carences des systèmes bancaire et financier, ...) et une dépendance encore accrue de l'économie algérienne vis-à-vis des hydrocarbures.

Dès lors, tout s'inverse. Le sentier institutionnel et organisationnel actuel de la transition à l'économie de marché révèle ses propres limites et renvoie à des exigences industrialistes et salariales (ne serait-ce que l'extension de l'emploi pour faire face au chômage) que ciblait la voie structuraliste (industrialiste) précédente : l'ardente obligation d'une nouvelle vague de formation des actifs tant industriels, d'infrastructure et de services que sociaux. Mais ceci ne saurait suffire faute d'un ancrage de l'économie dans les comportements des acteurs, dans les règles et coutumes d'une société civile spécifique, et faute de la mobilisation d'une 'action collective'.

BIBLIOGRAPHIE

Acemoglu D., 2003, Causes profondes de la pauvreté, *Finances et Développement*, Juin, pp. 27-30.

Amin S., 1966, *L'économie du Maghreb*, Editions de Minuit, Paris, 2 volumes

Amin S., 1970, *L'accumulation à l'échelle mondiale, critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos.

⁵⁶ Voir les programmes massifs de dépenses publiques depuis deux ans (Banque Mondiale 2007).

Andreff W. (sous la direction de), 2002, *Analyses économiques de la transition postsocialiste*, La Découverte

Arena R., 1999, Un changement d'orientation dans la revue d'économie industrielle, *Revue d'économie industrielle*, n°87, 1^{er} trimestre

Banque Mondiale, 2002, *Transition – The First Ten Years : Analysis and Lessons from Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Washington.

Banque Mondiale, 2005, *Algérie, Le droit des affaires et le développement du secteur privé en Algérie*, Rapport n° 32945-DZ.

Banque Mondiale, 2007, *A la recherche d'un investissement public de qualité – Une revue des dépenses publiques*, Rapport n° 36270-DZ. , Rapport n° 32945-DZ, 2 volumes.

Bazzoli L., 1999, *L'économie politique de J.R Commons*, L'Harmattan,

Bazzoli L. et DUTRAIVE V., 2002, L'entreprise comme organisation et comme institution : vers une interprétation institutionnaliste, dans *Economie et Institutions*, N°1, 2^{ème} semestre.

Bernis G. D., 1966, Industries industrialisantes et contenu d'une politique d'intégration régionale, *Economie Appliquée*, Tome XIX, n° 3-4, pp.415-473

Bourdieu P., 1963, *Algérie 60 : structures économiques et structures temporelles*, Paris, Ed. de Minuit (Grands documents), 1977, 123 p. ; version abrégée de : *Travail et travailleurs en Algérie*, paru en 1963

Brahimi A., 1991, *L'économie algérienne, Défis et enjeux*, Dahlab Editions, Alger.

Chavance B., 2004, «Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post- socialiste», in Forest M., et Mink G., (dir), *Postcommunisme : les sciences sociales à l'épreuve*, L'Harmattan, pp. 23-38.

Commons J R., 1899-1900, A sociological view of sovereignty, *The American Journal of sociology*, Vol. 5 (july-november 1899), pp. 1-15, pp. 155-71, 347-66 (january-may 1900), pp. 544-52, 683-95, 814-25 ; Vol. 6 (july 1900), pp. 67-89

Commons J R., 1932, Institutional economics, *American Economic Review* (A.E.R.), Vol. 21, december, n°4, pp. 643-657.

Commons J R., 1934, *Institutional Economics, Its Place in Political Economy*, New-York : The Mac Millan Company. Réédition en 1990 : New Brunswick, Transaction Publishers, Vol. 1 & 2, 921 pages.

Commons J R., 1935, Le problème de la corrélation du droit, de l'économie et de la morale, dans *Les sources du droit - En l'honneur de François Geny*, Paris, Recueil Sirey, Tome 2, pp. 124-144

De Brunhoff S., 1967, *La monnaie chez Marx*, Editions Sociales, Paris.

Frank A.G., 1968, *Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine*, Maspero – Textes à l'appui, Paris.

Furtado C., 1970, *Théorie du développement économique*, Presses Universitaires de France, Paris.

Granovetter M., 1985, Economic action and social structure : the problem of embeddedness, *American Journal of Sociology*, 91 (November), pp. 481-510

Guriev S. et Megginson W., 2005, *Privatisation : What Have We Learned*, papier présentée à la conférence ABCDE, Saint Petersburg, Janvier.

Havrylyshyn O. et Wolf T., 1999, Déterminants de la croissance dans les pays en transition, *Finances et Développement*, Juin, pp. 12-15.

Hilferding R., 1910, *Le capital financier – Etude sur le développement récent du capitalisme*, Paris, Les Editions de Minuit, 1970

Hirschman A O., 1981, *Grandeur et décadence de l'économie du développement*, dans A.O. HIRSCHMAN, *L'économie comme science morale et politique*, Paris, Gallimard – Le Seuil, Collection Hautes Etudes, 1984, pp.43-68

Kichou L., 2001, *Institutions et organisations : réformes économiques et processus de privatisation en Algérie – 1990-2001*, Thèse de doctorat, Université de Picardie Jules Verne, CRIISEA

Kichou L. et Palloix C., 2003, *Une lecture institutionnaliste de l'économie algérienne*, Colloque CRIISEA, Amiens : Dynamiques institutionnelles et privatisations en Algérie, 16-17 octobre 2003, 25 pages

Kichou L. et Rizopoulos Y., 2001, L'innovation institutionnelle en tant que processus d'interactions organisationnelles, *Revue d'Economie Industrielle*, n° 97, pp. 139-152

Krueger A. O., 1993, *Political Economy of Policy Reform in Developing Countries*, Cambridge MA, MIT Press.

Krugman P., 1995, *Development, Geography and Economic Theory*, Cambridge, MIT Press.

Labaronne D., 2001, Privatisation et croissance dans les pays de l'Est, *Economie Internationale*, n°86, pp. 77-89.

Lafaye De Micheaux E, Mulot E et Ould-Ahmed P (dir.), 2007, *Institutions et développement : La fabrique institutionnelle et politique des trajectoires de développement*, Presses universitaires de Rennes,

Lakomski O., 2002, « Les Institutions Monétaires du Capitalisme. La Pensée Economique de J.A. Schumpeter », L'Harmattan.

Loko B, et alii, 2007, *Buoyant Capital Spending and Worries over Real Appreciation: Cold Facts from Algeria*, IMF Working Paper No. 07/286 December.

MPAT-DSCN,

- *Tableaux de l'économie algérienne*, 1970, 1971

- *Annuaire statistique de l'Algérie*, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977-78, 1979, 1980, 1982
- Mitra P.K. et Selowsky M., 2002, Dix ans de transition en Europe de l'Est et dans l'ex URSS, *Finances & Développement*, juin, pp. 48-51
- North D.C., 1990, *Institutions, Institutional change, and economic performance*, New York, Cambridge University Press.
- North D.C., 1997, *The New institutional Economics and Third World Development*, in Harriss J., Hunter J., Lewis C.M., 1997,
- North D., 2005, *Le processus du développement économique*, Les Éditions d'Organisation. Parution originale sous le titre *Understanding the Process of Economic Change*, Princeton, N.J.: Princeton University Press, 2005.
- Nkunde M., 2005, *Relations between government expenditure and GDP*, IMF Report N° 05/52, 2005.
- Ofer G., 1999, *Transition and Development : Emerging but Merging?* paper presented at the 5th Dubrovnik conference on transition, June
- Palloix C., 1980a, Un essai sur la formation de la classe ouvrière algérienne (1963-1978), *Revue Tiers-Monde*, T. XXI, n°83, juillet-septembre, pp. 557-574.
- Palloix C., 1980b, Industrialisation et Financement lors des deux plans quadriennaux (1970-1977), *Revue Tiers-Monde*, T. XXI, n°83, juillet-septembre, pp. 531-555.
- Palloix C., 1982, Les entreprises publiques algériennes : contrainte monétaire et contrainte extérieure, *Colloque Organisation et Gestion de l'entreprise publique en Algérie*, Oran, 19-22 avril, 35 pages
- Palloix C., 1996, *Société et Economie ou Les Marchands et L'Industrie*, Paris, L'Harmattan – Logiques Economiques, 240 pages
- Palloix C., & Rizopoulos Y., 1997 (sous la direction de), *Firmes et Economie Industrielle*, Paris, L'Harmattan – Economie et Innovation
- Palloix C., 2002, A propos de la distinction entre institution et organisation chez les institutionnalistes – Apports et limites, *Economie et Institutions*, n°1, 2^{ème} semestre 2002, pp. 67-98.
- Palloix C., 2006, Rudolf Hilferding : des avancées novatrices (monnaie de crédit, barrières à l'entrée, ...), *Cahiers d'Economie Politique N°51*, L'Harmattan, pp. 265-285
- Perroux F., 1961, *L'économie du XXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France
- Polanyi K., 1944, *La grande transformation – Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983, 419 p.
- Ranis G., 1998, The comparative Development Experience of Mexico, the Philippines and Taiwan from a political Economy Perspective, *Growth and Change*, Vol. 28, pp. 393-437.

Rodrik D., 1996, Understanding Economic Policy Reform, *Journal of Economic Literature*, Vol. 34 (March), pp. 9-41

Rodrik D., 2008, Second-best institutions, mimeo, disponible sur <http://ksghome.harvard.edu/~drodrik/Second-best%20institutions%20paper.pdf>

Sachs J. D., 2003, Institutions Don't Rule: Directs Effects of Geography on Per Capita Income, *NBER Working Paper*, N° 9490, Cambridge, Massachusetts.

Veblen T., 1898, "Why is Economics Not an Evolutionary Science?", *The Cambridge Journal of Economics*, vol.22, July, p 403-414.

Veblen T., 1899, *Théorie de la classe de loisir*, Editions Gallimard, 1970.

Veblen T., 1908, *Nature du capital* (Q.J.E., Harvard University Press), dans Thorstein Veblen, *Les ingénieurs et la capitalisme*, Paris, Gordon & Breach – Publications Gramma, , 1971, pp.105-162

Veblen T., 1921, *Les ingénieurs et le système de prix*, dans Thorstein Veblen, *Les ingénieurs et la capitalisme*, Paris, Gordon & Breach – Publications Gramma, , 1971, pp. 1-104

Williamson O. E., 1985, *The Economic Institutions of Capitalism*, New York : Free Press.

Williamson O. E., 1996, *The mechanisms of governance*, New-York/Oxford, Oxford University Press, 422 pages.